



Déclaration du SGEN CFDT BOURGOGNE Comité Technique Académique du 9 janvier 2019

BOURGOGNE

Madame la Rectrice, Mesdames, Messieurs, Cher(e)s Collègues,

La Fédération des SGEN CFDT a reçu confirmation par le cabinet du ministère d'une accélération de la publication des cartes académiques des spécialités avant les vacances de Noël pour rassurer et essayer de dégonfler le mouvement de contestation lycéen.

Cette publication précipitée confirme que cette réforme est décidément bâclée et ne s'embarrasse pas du dialogue social puisque toutes les situations n'étaient pas stabilisées dans les lycées et que bon nombre de CTA étaient programmés à la rentrée.

Les GT qui ont lieu un peu partout en France en ce moment, sauf en Bourgogne, ont d'autant plus d'importance :

- pour dénoncer une nouvelle fois une réforme bâclée
- pour dénoncer aussi le manque de dialogue
- et pour pointer les situations devant faire l'objet d'ajustements en janvier que notre fédération fera remonter auprès du cabinet du ministre.

Pour ces raisons :

Le SGEN CFDT demande donc le report de la réforme du bac et du lycée

Il y a quelques jours déjà, le Sgen-CFDT appelait au calme et à la retenue afin de retrouver dans les lycées et universités la sérénité nécessaire au dialogue. Il rappelait qu'une réponse politique est nécessaire et urgente pour ne pas en rester à un cycle violence/maintien de l'ordre/répression.

Les événements des derniers jours nous préoccupent tout particulièrement. Une forme de banalisation et de renforcement de la violence empêche toute expression constructive audible. Cette situation fait courir des risques majeurs aux personnes et met en tension élèves, personnels de l'Éducation nationale et des forces de l'ordre avec des risques de plus en plus forts d'actes aux effets dévastateurs.

Nous le redisons avec force, le seul cycle violence/maintien de l'ordre dans des conditions extrêmes nous mène dans une impasse.

Pour en sortir, il est nécessaire de redonner espoir en l'avenir à toute la jeunesse et ne pas l'humilier et la punir. Depuis de trop nombreuses années maintenant, les politiques jeunesse et la politique de la ville sont exsangues.

Diviser la jeunesse sans construire politiquement et socialement des perspectives pour toutes et tous ne permettra pas de réduire le niveau de violence.

La mettre à genou les mains sur la tête comme des condamnés à mort, ce n'est pas comme cela que l'on respecte l'avenir de notre pays, sauf dans les dictatures.

Le Sgen-CFDT considère que les questions éducatives au sens large, de l'insertion professionnelle des jeunes, de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire, ainsi que celle de la mixité sociale sont autant de défis majeurs pour notre société que l'École ne résoudra pas seule.

Diviser la jeunesse sans construire politiquement et socialement des perspectives pour toutes et tous ne permettra pas de réduire le niveau de violence.

Pour le Sgen-CFDT cette mobilisation est l'expression d'un malaise général lié à un grand sentiment d'incertitude et d'injustice. L'absence de mesures significatives pour améliorer et mieux accompagner des parcours d'études et de formation des jeunes, le discours persistant sur le niveau qui baisse et la supposée perte des valeurs républicaines, l'annonce de la mise en œuvre d'un service national universel coûteux sont autant de messages dévalorisants pour la jeunesse. Le Sgen-CFDT fait savoir depuis plusieurs mois que certains choix ne sont pas à la hauteur d'une politique ambitieuse pour la jeunesse.

(sources Cnesco) : Un jeune sur deux déclare ne pas avoir été bien accompagné par son établissement au sujet de l'orientation. Les filles, les élèves hors éducation prioritaire et ceux qui ont poursuivi leurs études en voie générale se considèrent moins accompagnés par l'institution scolaire. Près d'un jeune sur cinq estime qu'il n'a pas eu le choix de son orientation, particulièrement lorsqu'il est issu de l'enseignement professionnel. Le coût des études conduit un élève sur trois à renoncer à certaines filières.

La répartition des spécialités ne permet souvent pas aux lycées ruraux de maintenir leur offre de formation. Celle-ci, dans sa totalité d'aujourd'hui, est toujours une richesse offerte aux lycéens. Il n'est pas possible, dans le cadre d'une réforme dont le projet annoncé est de diversifier les offres de formation et de permettre aux lycéens de construire un parcours personnalisé, de réduire comme il est prévu cette offre de formation. En particulier, le lycée de Tonnerre, dans le projet présenté aujourd'hui, verrait son offre fortement réduite si 8 spécialités ne lui étaient pas accordées. Ce projet a fortement mobilisé lycéens, familles, enseignants, direction, population locale, ainsi que de nombreux élus du territoire. Nous demandons le respect du travail des équipes enseignantes et de ses demandes de spécialités.

Dans ces conditions, comment ne pas comprendre la montée des inquiétudes légitimes des jeunes et de leurs familles avec en prime la réforme des services de l'orientation ?

Malheureusement, Le Président de la République, dans son allocution du 10 décembre dernier qui se voulait rassurante, a complètement négligé la jeunesse qui est l'avenir de notre pays, et les personnels qui les accompagnent dans leurs apprentissages et leurs cursus.

Il est insupportable de déplorer déjà des blessés, mais c'est uniquement grâce au professionnalisme des personnels de l'Éducation nationale et des forces de l'ordre que la situation ne dégénère pas davantage.

Le Sgen-CFDT s'est opposé au projet de hausse des droits d'inscription des étudiants extracommunautaires. Cependant, il condamne les blocages en cours dans certaines universités. Ces blocages pénalisent au final les étudiants les plus fragiles. Ils donnent également à voir une image très négative de l'université. Le Sgen-CFDT en appelle à la raison et au calme.

La France est une démocratie dans laquelle chacun doit assumer ses responsabilités: les corps intermédiaires pour porter les revendications des agents et des usagers et le gouvernement pour respecter ces corps intermédiaires et mettre en place un dialogue social réel et constructif.

Pour conclure, Madame la Rectrice vous avez choisi de gratifier les personnels ATSS en cette fin d'année. S'il y a bien des catégories de personnels qui ne comptent pas leur nombre d'heures, mais qui ne bénéficieront pas des heures supplémentaires défiscalisées promises par le Président, ce sont bien celles en charge du fonctionnement des établissements, des services, de la santé et du domaine social.

Nous avons une pensée particulière pour tous les personnels des services dont le surcroît de travail réalisé pendant les élections professionnelles est méconnu et ne sera pas indemnisé.

Le Ministre n'a, en tout cas, fait aucune promesse en ce sens.

La dernière promesse de Monsieur Blanquer était de sacrifier 400 postes.

Gratifier ou sacrifier, on sait de quel côté se trouve notre ministre comptable.

Il ne leur a adressé aucun remerciement non plus face à la charge de travail que les personnels ont absorbée, avec un logiciel pour le moins capricieux qui a dû décourager plus d'un électeur.

Vous leur adressez une prime en cette fin d'année. Ce geste symbolique ils vous en sont reconnaissants. Pour autant, comme nous venons de vous le dire, ce sont des corps mal reconnus pour ne pas dire méconnus voire ignorés par le ministre.

Ce manque de considération est très mal vécu par nos collègues. Il nous demandent de vous le faire savoir.